

Bulletin

Une Seule Santé du Cameroun

N° 010/SEPTEMBRE 2025. UNE PUBLICATION DU PROGRAMME NATIONAL DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LES ZONNOSES EMERGENTES ET RE EMERGENTES

LA SANTÉ DES VÉGÉTAUX UN MAILLON IMPORTANT POUR LE ONE HEALTH



SOMMAIRE

• Edito L'instrument gouvernemental par excellence pour l'approche <i>Une Seule Santé</i>3	La santé des végétaux au coeur du <i>One Health</i> 16
• En bref4-5	JISV 2025, un menu coloré au <i>One Health</i> 17
• Coordination <i>Une Seule Santé</i> : le Comité d'Orientation Stratégique trace la voie pour 2025 8	Interview 18-19
Les maladies tropicales négligées, la nécessité d'une lutte concertée.....9	Les recherches scientifiques alignées au concept <i>Une Seule Santé</i>20-21
OHIS : une révolution face aux urgences de santé liées au climat 10	L'approche <i>Une Seule Santé</i> , levier de financement durable de la santé22
• Gestion du Mpox <i>Epidémie de Mpox</i> : Douala accueille la revue intra-action 12	Pister les variants, un nouveau cadre intégré bientôt disponible..... 23
Mpox au Cameroun: mobilisation et résilience face à la menace zoonotique 13	Interview..... 24-25
• Focus: La santé des végétaux en question Les végétaux, ces alliés silencieux..... 15	• Coopération Femme et <i>One Health</i> : des réalisations dans un cercle de défis29
	Des données à l'action: COHIS renforce la coopération intersectorielle30

Directeur de publication

Sali Ballo
Coordonnateur du Comité Technique
du Programme Zoonoses.

Coordonnateurs éditoriaux

Dr. Conrad Nkuo
Secrétaire Permanent,
Elisabeth Dibongue,
Secrétaire Permanent Adjoint.

Coordonnateur de la Rédaction

Damaris Djeny Ngando
(MINCOM)

Ont collaboré à la rédaction

Elisabeth Dibongue (PNPLZER)
Damaris Djeny Ngando (MINCOM)
Armelle Sitchoma (MINCOM)
Emmanuel Nkwain (Traducteur/
MINCOM)

Nathalie Ilouga (MINCOM)
José Ngo Nolga (MINSANTE)
Prince Mpondo (ROOHCAM)
Alicia Mouelle (Immersion Medias)
Klove Kamdem (ABC)
Thierry Kuicheu (PNPLZER)
Wilfred Fouogue (PNPLZER)
Fride Jouegouo (PNPLZER)
Clemence Ngo Mpan (PNPLZER)
Stéphane Naga (PNPLZER)
Alvine Amawota (PNPLZER)
Crystella Cha-ah (PNPLZER)
Naomi Tezempa (PNPLZER)
Raissa Azekeng (PNPLZER)
Audrey Ngosso (PNPLZER)
Gaspard Ayissi (PNPLZER)
Aissatou Kodji (PNPLZER)

Kadjidja Paré (PNPLZER)
Hanan El Oumar (PNPLZER)
Liliane Nguimdjo (PNPLZER)
Lise Pipi (PNPLZER)
Nadine Nouche (PNPLZER)
Lorraine Fokou (PNPLZER).

Coordination Technique et Financière

PNPLZER
Maquette et Infographie
Roland Nkwenti

Crédit photo
Thierry Kuicheu, Collins Numvi,
PNPLZER, Google images.

Edition
PNPLZER.

Impression
PNPLZER.

L'instrument gouvernemental par excellence pour l'approche *Une Seule Santé*

En 2023, le **Premier Ministre, Chef du Gouvernement** a instruit la mise à disposition en faveur du Programme Zoonoses, d'une enveloppe budgétaire permettant de couvrir les besoins de son déploiement pour le triennat 2024-2026.

Un acte fort, accueilli de la plus belle des manières par les organes dirigeants de la plateforme *Une Seule Santé*, au sein desquelles, la réflexion sur la soutenabilité financière du Programme Zoonoses avait déjà été amorcée. Par cette bouffée d'air financière plus que vitale, le Gouvernement camerounais réaffirme son engagement pérenne en faveur d'une approche intégrée de gestion des problèmes de santé publique en général et de la lutte contre les zoonoses en particulier.

Car, dans un contexte financier marqué par les priorités de divers ordres et l'obligation de rationnement des dépenses, il n'a pas échappé aux acteurs multisectoriels des interventions de cette plateforme, que la diminution significative de l'appui des partenaires techniques et financiers, voire la rareté de ceux-ci est un défi pressant pour les initiatives visant à protéger la santé des populations.

Malgré cela et fidèle à ses engagements, le Gouvernement camerounais a plus que par le passé affirmé la pertinence de l'approche *Une Seule Santé* et de l'organe chargé de sa mise en œuvre, qu'est le Programme Zoonoses.



C'est ainsi qu'en alignement avec les directives de la quadripartite (FAO, le PNUE, l'OMS et l'OMSA), la plateforme nationale *Une Seule Santé* a renforcé ses actions en ce qui concerne la coordination, la collaboration, la communication sur les risques et le renforcement des capacités à l'interface homme-animal-environnement. Bien plus, elle étend désormais son action à la santé végétale.

Du reste, la plateforme *Une Seule Santé*, de par le fonctionnement permanent, régulier et pertinent de ses organes dirigeants, affiche une progres-

sion marquée par des innovations telle que le COHIS, et se positionne comme l'instrument gouvernemental par excellence pour coordonner les actions en matière de promotion de l'approche éponyme et fournir aux décideurs les données scientifiques probantes favorisant la prise de décision éclairée des décideurs.

Une présence fortement marquée au cours du premier semestre 2025 par une première participation de haut niveau à la célébration au Cameroun de la journée internationale de la plante en juin 2025.

Bonne lecture.

DJENY NGANDO Damaris Roxane

Chef de Cellule de Suivi au Ministère de la Communication
Membre du Comité Technique du Programme Zoonoses

Virus Marburg, une évaluation des risques à Olamze

Du 9 au 14 juin 2025, une mission d'évaluation du risque d'introduction et des facteurs de propagation du virus Marburga été conduite par le Programme Zoonoses dans le district de santé d'Olamze, à la frontière avec la Guinée équatoriale.



L'enquête de terrain y relative menée par une équipe multidisciplinaire a ciblé 467 ménages, les formations sanitaires, les centres zootechniques et vétérinaires, les postes forestiers, les leaders communautaires et les acteurs des filières à haut risque tels que les chasseurs et les vendeurs de viande de brousse. Par ailleurs, les résultats de l'Évaluation Conjointe des Risques (ECR) réalisée à cette occasion, révèlent une probabilité jugée modérée à élevée, associée à un impact grave en cas de fambée. En réponse, les experts ont recommandé la mise en place de postes de santé frontaliers, le renforcement des capacités des acteurs, l'élaboration d'un plan régional de riposte et un effort accru de sensibilisation communautaire.

Fièvre de la Vallée du Rift : le Cameroun en alerte

Réunis les 12 et 13 février 2025 à Yaoundé, les experts de la santé humaine, animale, végétale et environnementale ont planché sur les risques d'introduction et de propagation de la Fièvre de la Vallée du Rift (FVR) déclarée en République Centrafricaine (RCA).

L'Évaluation Conjointe du Risque (ECR) à l'interface homme-animal-environnement, menée à cette occasion, a révélé que la probabilité pour que les bergers des zones frontalières à la RCA soient exposés au virus est élevée et l'impact grave. Par ailleurs, la possibilité qu'un consommateur soit infecté après avoir consommé du lait cru reste faible avec un impact grave.

Au terme de l'ECR, des recommandations ont été formulées, notamment



l'élaboration d'un plan de riposte national. La nécessité d'un renforcement de la collaboration intersectorielle et de l'anticipation des prochaines urgences sanitaires a également été soulignée.

Restauration collective! les acteurs à l'école des bonnes pratiques

La ville de Douala a accueilli du 22 au 29 juin 2025, une campagne de sensibilisation sur l'hygiène alimentaire, menée par le Ministère de l'Élevage, de la Pêche et des Industries Animales (MINEPIA) avec l'appui du Programme Zoonoses. L'opération qui a mobilisé les acteurs de la Plateforme *Une Seule Santé* et les Collectivités Territoriales Décentralisées a permis d'évaluer le niveau de conformité de la mise en oeuvre de la méthode des "5M" (Matière, Matériel, Main-d'œuvre, Méthode, Milieu) au sein de vingt-deux points de restauration collective. Dans ces lieux, les insuffisances en matière de sécurité sanitaire des aliments concernaient majoritairement le manque d'équipements de protection individuelle (EPI), l'absence de procédures d'hygiène formalisées et le stockage inapproprié des denrées. Pour pallier ces manquements, un meilleur encadre-



ment des acteurs a été suggéré, notamment à travers la mise en place d'une plateforme locale de concertation, ainsi que la mise à jour du fichier des restaurateurs.

2025, une année sous le signe de l'efficacité

La 31^{ème} session du Comité Technique du Programme Zoonoses, Plateforme *Une Seule Santé* du Cameroun, s'est tenue le 23 janvier 2025 dans les Services du Premier Ministre. Les travaux, placés sous la présidence de son Coordonnateur, Sali Ballo, ont permis de dresser le bilan de l'exercice antérieur et de tracer les grandes lignes du Plan de Travail Annuel Budgétisé (PTAB) pour l'année 2025.

A l'unanimité, les membres de cette instance ont validé les rapports examinés, en saluant le taux de réalisation des activités 2024 estimé à 96,34 %, pour des dépenses évaluées à quatre cent quatre-vingt quinze millions six cent quatre-vingt dix-sept mille vingt-et-un (495 697 021) FCFA.

Des performances jugées encourageantes, confirmant la montée en puissance du dispositif multisectoriel. Pour 2025, la Plateforme envisage la consolidation des acquis et l'innovation dans la lutte contre les zoonoses et d'autres menaces de santé publique (RAM, SSA, problématiques liées à l'environnement...), avec un PTAB qui s'élève à cinq cent cinq millions (505 000 000) de FCFA.

Cette session a également été l'occasion de découvrir l'outil Cameroon *One Health* Information System (COHIS), plateforme numérique d'analyse et de visualisation des données intégrées de santé. Son déploiement est perçu comme un levier stratégique majeur dans le renforcement de la synergie intersectorielle.



SECTORS and DISCIPLINES



Collaboration



Capacity building

ONE

Healthy ecosystems

Healthy animals





Une Seule Santé : le Comité d’Orientation Stratégique trace la voie pour 2025

Réuni en sa dixième session le 9 avril 2025 dans les Services du Premier Ministre à Yaoundé, le Comité d’Orientation Stratégique (COS) du Programme Zoonoses a donné son accord pour un déploiement maximal de la plateforme Une Seule Santé en 2025.



Présidé par le Secrétaire Général Adjoint des Services du Premier Ministre, le Pr. M. Pascal NGUIHE KANTE, cette session des ministres a été l’occasion de poser les jalons de l’action du Programme Zoonoses pour l’année en cours. En toile de fond, le renforcement de la coordination entre les différents secteurs impliqués et particulièrement la prise en compte des orientations de la Quadripartite en ce qui concerne spécifiquement la santé végétale.

Raison pour laquelle, la feuille de route de 2025 prévoit l’intensification des actions déjà entamées.

Celles-ci concernent singulièrement le renforcement de l’engagement communautaire, l’intensification des efforts scientifiques et l’amélioration de la coordination intersectorielle. A cet effet, un accent devra être mis entre autres, sur une contribution plus effective des radios communautaires et l’inclusion officielle d’acteurs tels que le Ministère de la Défense et les collectivités locales.

Dans un contexte marqué par le retrait de partenaires financiers majeurs comme l’USAID, le Comité d’Orientation Stratégique a encouragé le Secrétariat Permanent à multiplier les initiatives, pour la recherche de nouveaux partenariats et par extension, de nouvelles sources de financement. Pour réaffirmer la volonté du Gouvernement camerounais à soutenir l’action du Programme Zoonoses, le plan de travail annuel budgétisé à 505 millions de francs CFA, a été approuvé et quitus a été donné

pour sa mise en œuvre immédiate.

Ce n’était pas sans compter sur les observations préalables portées sur l’évaluation des activités menées en 2024. Pour cela, des progrès significatifs ont été relevés dans tous les axes stratégiques du Plan de travail. Le taux des activités réalisées est de 96 %. Il s’agit notamment de la validation du Plan d’action national *Une Seule Santé* et l’élargissement de la sensibilisation sur le Mpox et la rage. Il faut noter qu’en 2024, l’attention a été maintenue sur ces deux zoonoses, pour lesquelles on a enregistré respectivement neuf (09) victimes humaines et dix-sept (17) victimes animales sur l’étendue du territoire national. Pour cet exercice, quelques défis structurants ont profondément influencé l’atteinte des résultats.

À ce titre, le cloisonnement sectoriel, des retards de financement et l’insuffisance de personnel permanent, pour ne citer que ceux-là, continuent d’entraver la pleine exécution du programme.

Alors que les menaces zoonotiques prennent de plus en plus d’ampleur, la session du COS a servi non seulement de faire le point, mais aussi de rassembler les forces vives. Grâce à un engagement soutenu, la plateforme Une Seule Santé du Cameroun passe progressivement d’une approche réactive face aux épidémies à une prévention proactive et durable.

Les maladies tropicales négligées, la nécessité d'une lutte concertée

Le Programme Zoonoses a pris part le 13 mars 2025, à un échange organisé par le Ministère de la Santé Publique sur l'élimination des maladies tropicales négligées zoonotiques (MTN).

Les MTN sont un groupe de maladies infectieuses qui frappent principalement dans les régions tropicales et subtropicales. La rage, l'échinococcose ou la trypanosomiase et bien d'autres MTN zoonotiques affectent chaque année plus d'un milliard de personnes dans le monde.

Plus de 59 000 décès annuels sont dus à la rage, une maladie totalement évitable par la vaccination. Au premier semestre 2025, le Cameroun compte jusqu'à 514 cas suspects de trypanosomiase animale. Ces maladies touchent de manière disproportionnée les populations les plus pauvres, souvent sans accès aux soins, aggravant ainsi les inégalités sociales, économiques et sanitaires.

Les MTN zoonotiques affectent également la productivité du bétail, détruisent la biodiversité et fragilisent les écosystèmes. Pour répondre à cette complexité, l'approche Une Seule Santé se révèle comme la solution la mieux adaptée. En réunissant les secteurs de la santé humaine, animale, végétale et environnementale, le webinaire placé sous le thème «*Une Seule Santé* pour l'élimination des maladies tropicales négligées zoonotiques», a permis d'identifier les défis et les solutions face aux MTN.

Au cours des échanges, le PNPLZER a présenté les stratégies développées et mise en œuvre dans le cadre de l'élimination des MTN zoonotiques. sous le prisme de l'approche Une Seule Santé. Il s'agit notamment du renforcement des systèmes de surveillance, du contrôle ciblé des réservoirs animaux et des vecteurs, de l'amélioration de l'accès aux soins et traitements, de la sensibilisation et de l'engagement communautaire, de la recherche et de l'innovation. Les défis et opportunités de la lutte contre ces maladies ont également été exposés par le Programme, au rang desquels la

coordination intersectorielle, les ressources limitées, la nécessité d'un financement durable, les défis socio-économiques et environnementaux, l'accès limité aux soins de santé. Pour ce qui est des opportunités, on peut citer le partage d'expertise et de technologies, la gestion intégrée des données et les financements internationaux. Les autres acteurs du Ministère de la Santé Publique présents à cette rencontre se sont attelés à la présentation des protocoles et stratégies de lutte mis en place pour éliminer les MTN de manière générale et précisément les MTN zoonotiques.

Plus que jamais la lutte contre les maladies tropicales négligées nécessite une approche collaborative, impliquant des efforts coordonnés à différents niveaux : communautaire, national et international. Au terme de ce webinaire les parties prenantes se sont félicités des différentes solutions déployées dans le cadre de la lutte et se sont engagées dans l'exploration des nouveaux axes et stratégies multi-sectoriels visant l'éradication de ces maladies.



COHIS : une révolution face aux urgences de santé liées au climat

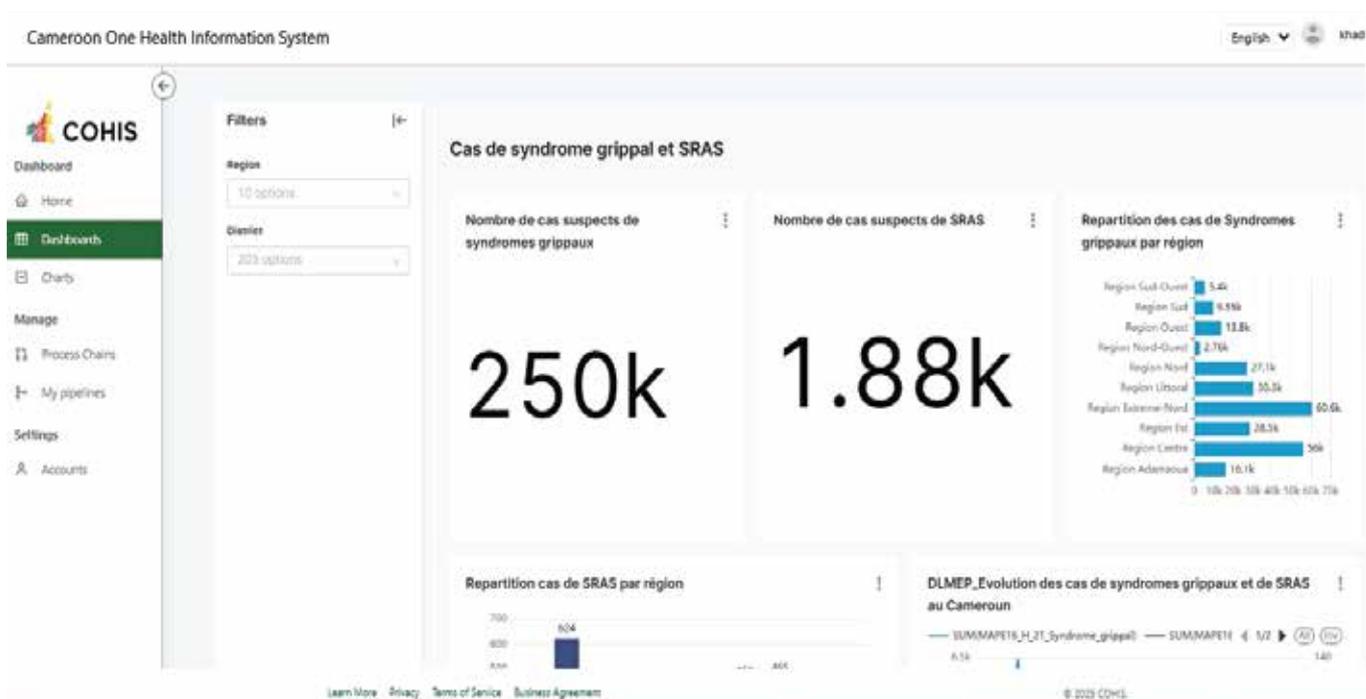
Face à l'impact croissant du climat sur la santé publique, le Cameroun prend les devants en déployant le Cameroon One Health Information System (COHIS) pour anticiper et combattre les épidémies exacerbées par les dérèglements climatiques.

Globalement, le COHIS est un système interopérable permettant l'analyse et la visualisation en temps réel des données multisectorielles. L'une des avancées majeures de

cette plateforme est le croisement instantané des données climatiques fournies par l'Observatoire National sur les Changements Climatiques (ONACC), avec les données de surveillance de la grippe et des syndromes respiratoires aigus, fournies par le système de surveillance de la

santé humaine à travers le

District Health Information System 2 (DHIS2).



Générée par la plateforme Une seule Santé du Cameroun, cette fonctionnalité offre aux experts de la santé publique un outil puissant pour identifier les corrélations, comprendre les dynamiques de transmission des maladies et déclencher des alertes précoces, transformant ainsi une approche réactive en une stratégie proactive.

Au-delà de la surveillance, le Cameroun investit dans la prédiction. Dans ce sens, deux sessions de formation stratégiques tenues entre avril et mai 2025 dans le cadre du projet OHDA (One Health Data Alliance Africa), avec l'appui technique et financier de la GIZ, ont réuni des responsables des secteurs de la santé humaine, animale, végétale et environnementale. Elles ont permis d'outiller ces derniers à l'identification et au nettoyage des bases de données. Ce qui devrait favoriser la création des modèles de prédiction pour un large éventail de maladies, incluant

des zoonoses comme la rage, des maladies à potentiel épidémique comme le paludisme, la rougeole et le choléra, ainsi que des maladies végétales critiques pour la sécurité alimentaire, telles que la mosaïque du manioc et la fusariose du cotonnier.

Les données prédictives nécessaires à la modélisation de la dynamique de propagation des vecteurs des maladies ne sont pas en reste. À terme, ces modèles prédictifs seront intégrés et visualisés directement sur la plateforme COHIS, permettant ainsi d'anticiper les risques sanitaires à partir des données climatiques et satellitaires. Cette démarche collaborative s'inscrit dans la volonté du Programme Zoonoses de renforcer la surveillance des maladies à l'interface homme-animal environnement. Aussi, marque-telle et marque une étape décisive vers un système de santé globale plus avant gardiste.



PROGRAMME ZOO NOSES

PLATE-FORME UNE SEULE SANTE

LES 10 ZOO NOSES PRIORITAIRES AU CAMEROUN

QUOI?

Les zoonoses sont des maladies naturellement transmissibles de l'Homme à l'Animal et de l'animal à l'Homme.

COMMENT ?

Elles peuvent se transmettre de façon directe (par contact avec les animaux ou leurs produits, inhalation...) ou indirecte par l'intermédiaire d'un vecteur (insectes...) Les 10 zoonoses prioritaires au Cameroun sont : la Rage, l'Anthrax, la grippe aviaire hautement pathogène, la maladie à virus Ebola, la tuberculose bovine, la salmonellose, la variole du singe, la fièvre de Lassa, la brucellose et la trypanosomiase

QUE FAIRE ?

Quelques conseils pratiques pour éviter les zoonoses :

- Bien cuire les aliments avant de les consommer ;
- Dératiser et désinsectiser fréquemment les maisons pour éloigner les rongeurs et autres nuisibles (puces, tiques, cafards, mouches, etc.)
- Limiter les contacts avec les animaux domestiques et sauvages afin de se protéger contre les morsures et griffures ;
- Se laver régulièrement les mains de préférence à l'eau coulante et au savon, ou utiliser un désinfectant à base d'alcool ;
- Faire vacciner les animaux en respectant le calendrier vaccinal ;
- Porter des équipements de protection individuelle (cache nez, bottes, gants...) avant tout contact avec les animaux ;
- Éviter de consommer les aliments déjà entamés par un animal
- Signalez aux services vétérinaires tout animal malade ou trouver mort
- Se rendre dans la formation sanitaire la plus proche en cas de signes ou symptômes évoquant une maladie.

Epidémie de Mpox: Douala accueille la revue intra-action

La réunion d'évaluation de quatre jours sur la riposte contre le Mpox, tenue dans la ville de Douala, a mis en lumière des faiblesses systémiques, révélé des innovations surprenantes et tracé une feuille de route vers une réponse plus forte et mieux coordonnée.

Du 1er au 4 avril 2025, les autorités sanitaires du Cameroun, ainsi qu'un large éventail de partenaires, notamment des professionnels de la santé, des personnels militaires, des agents de l'environnement et des partenaires internationaux, se sont réunis à Douala pour une revue intra-action (RIA). Cet atelier a servi de cadre pour une évaluation minutieuse de la situation en temps réel sur la lutte du pays contre l'épidémie de Mpox en cours, particulièrement dans la région du Sud-Ouest.

Par ailleurs, les participants ont pu examiner de manière critique le fonctionnement du dispositif mis en place à cet effet, et proposer des moyens actualisés pour mieux protéger les communautés.

Les échanges ont porté sur la recrudescence des cas à Mbonge, Ekondo Titi et Bamusso depuis 2022. Un cas particulièrement préoccupant a illustré les difficultés rencontrées. C'est l'histoire d'un agent de santé communautaire de 27 ans. Initialement diagnostiqué comme souffrant de paludisme et traité à cet effet, sans résultats, il a parcouru plusieurs districts de santé, provoquant des infections secondaires et suscitant une vive inquiétude. Son état s'étant aggravé, avec l'apparition d'éruptions vésiculaires et de ganglions enflés, le diagnostic de la Mpox a enfin été posé et le patient a été pris en charge.



Ce cas, parmi d'autres, a mis en évidence des faiblesses critiques : retards dans les diagnostics, manque de sensibilisation communautaire, capacités de laboratoire limitées et contraintes logistiques telles que le coût élevé du transport maritime vers les zones reculées. Bien plus, la RIA a aussi été l'occasion de saluer plusieurs réussites telles que la mise en place et le fonctionnement de centres temporaires de prise en charge, ainsi que la mobilisation des leaders communautaires. Par ailleurs, le système « surveillance Kongossa », un réseau local de partage d'informations, a été présenté comme un exemple remarquable de réponse adaptée dans un contexte difficile.

Afin de poursuivre les efforts déjà engagés, plusieurs actions sont envisagées. A titre d'exemple, on peut citer, le renforcement de la surveillance en formant les agents de santé locaux et en modernisant les laboratoires, l'amélioration de la coordination entre les différents districts de santé. Il sera également question de garantir l'acheminement de fournitures essentielles et de moyens de transport vers les zones difficiles d'accès. La multiplication des campagnes de sensibilisation publique adaptées aux réalités culturelles n'est pas en reste. Au final, il s'est dégagé un consensus. La lutte contre la Mpox exige la synergie entre les systèmes robustes, l'implication des communautés et une préparation précoce. Ces leçons tirées, ainsi que la résilience et l'esprit d'innovation du Cameroun pourraient servir de modèle précieux pour d'autres nations confrontées à des menaces sanitaires similaires.



Mpox au Cameroun: mobilisation et résilience face à la menace zoonotique

Avec plus de 400 cas suspects enregistrés chez les humains depuis 2022, le Cameroun déploie diverses actions pour faire face à cette maladie, conformément au Plan national intégré de lutte élaboré à cet effet.

Le Cameroun, tout comme plusieurs pays de l'Afrique centrale et de l'Ouest, fait face à la propagation de la Mpox. Les statistiques de la Direction de la Lutte contre la Maladie, les Epidémies et les Pandémies (DLMEP) du Ministère

de la Santé Publique indiquent que depuis le début de l'année 2023, le Cameroun a enregistré 43 cas suspects de Mpox chez l'homme. Ces chiffres sont en baisse comparativement aux années antérieures au cours desquelles le pays a enregistré respectivement en 2022, 2023 et 2024, 115, 113 et

149 cas suspects dont 05 décès sur l'ensemble des trois années. Les régions les plus touchées par cette flambée de cas sont, le Centre, le Littoral, le Nord-ouest, le Sud-ouest. En 2024, un cas confirmé a également été rapporté chez les animaux dans le Parc de la Mefou, dans la Région du Centre.

Pour contrer cette maladie zoonotique, le pays met en œuvre une batterie d'actions conformément au Plan national intégré de lutte pour la période allant de 2023 à 2027. Cette artillerie est centrée sur plusieurs axes stratégiques à savoir la coordination multi-sectorielle, la surveillance épidémiologique et la réponse, la communication et la sensibilisation, la surveillance biologique ainsi que la recherche.

En matière de coordination, un Système de Gestion de l'incident (SGI) pour coordonner la réponse a été activé depuis la notification des premiers cas. Aussi, un plaidoyer visant à établir un fonds budgétaire pour répondre aux urgences de santé publique au Camer-

oun est mené. Dans la même veine, des campagnes de sensibilisation sont conduites dans les zones à risque, en collaboration avec les radios communautaires et les relais locaux.

Le pays a renforcé son système de surveillance, à travers la formation des formateurs régionaux sur la surveillance fondée sur les événements et des investigations multisectorielles. À cela, s'ajoute une Revue Intra Action (RIA) dans la région du Sud-ouest afin de servir de base pour le renforcement de la riposte contre le Mpox sur tout l'étendue du territoire. Pour ce qui est de la communication, les divers acteurs du secteur public et privé, de la société civile, des chercheurs et des médias ont été sensibilisés sur le Mpox. Des supports de communication (affiches, dépliants,

vidéogrammes, motion design...)

ont également été conçus et diffusés, permettant d'identifier les meilleures pratiques pour le contrôle de la maladie. Au niveau des laboratoires, des postes régionaux de réception des échantillons biologiques ont été mis en place et les compétences du personnel de laboratoire en matière de diagnostic du Mpox renforcées.

Malgré ces efforts, plusieurs défis persistent, au

nombre desquels l'insuffisance du personnel de santé formé à la détection et à la notification des cas, la faible connaissance de la maladie au sein des communautés, les ressources financières limitées pour mettre en œuvre

intégralement le plan de lutte.

À ceci, s'ajoutent l'insuffisance des laboratoires de diagnostic dans certaines régions et l'accès difficile à certains districts de santé à risque, enclavés et aggravés par l'insécurité. Des défis auxquels le pays s'emploie à surmonter.





Avantages des
**plantes
saines**



Assurent des
aliments nutritifs



Améliorent la
fertilité des sols



Fournissent de l'air
et de l'eau purs



Contribuent à
atténuer le changement
climatique



Protègent la
biodiversité



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture





Les végétaux, ces alliés silencieux

Incontournables dans le maintien de l'équilibre des écosystèmes, les végétaux jouent un rôle important dans le développement des êtres vivants.

La santé des végétaux touche à la fois l'alimentation, la santé publique, l'économie, l'environnement et la stabilité sociale. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), plus de 80% de produits servant à l'alimentation humaine dépendent directement ou indirectement des plantes (fruits, légumes, céréales et huiles). En plus de servir d'abris aux animaux, les végétaux fournissent environ 98% d'oxygène dont ont besoin les êtres vivants.

Une bonne santé des végétaux contribuerait à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'instar de l'ODD 02 lié à la lutte contre la faim et la malnutrition, l'ODD 13 en rapport avec l'action pour le climat, l'ODD 14 sur la vie aquatique et l'ODD 15 en lien avec la vie terrestre.

Il faut cependant noter qu'au même titre que les humains et tous les autres êtres vivants, les végétaux peuvent tomber malades ou être altérés. Les dégâts causés par

les ravageurs et les maladies propres aux végétaux, peuvent stopper le développement de certaines productions agricoles et occasionner une insécurité alimentaire. Parallèlement, les changements climatiques détériorent les écosystèmes et créent de nouvelles niches où peuvent prospérer. L'effet combiné des activités humaines et des changements climatiques exerce une très forte pression sur l'environnement et par conséquent, sur la santé des végétaux, l'agriculture et les systèmes alimentaires. C'est toute l'importance de la Convention Internationale pour la Protection des Végétaux (CIPV), un traité multilatéral signé par plus de 180 pays. Cette convention contribue en effet à protéger les ressources végétales terrestres et aquatiques contre les épidémies d'organismes nuisibles et de maladies des végétaux. Elle définit les normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP) et encourage l'innocuité du commerce et du transport des végétaux et des produits végétaux. Ceci permet de préserver à la fois l'environnement, ainsi que la santé humaine et animale.

Quelques Chiffres

- Plus de 250 000 espèces végétales ont été recensées, dont 30 000 sont comestibles pour les humains
- Les organismes nuisibles entraînent :
 - La perte de 40% des cultures vivrières dans le monde
 - 220 milliards d'USD de pertes commerciales en produits agricoles chaque année
- L'introduction d'organismes nuisibles entraîne chaque année : 100 milliards d'USD de pertes environnementales en Afrique du Sud, en Australie, au Brésil, aux États-Unis d'Amérique, en Inde et au Royaume-Uni
- Les espèces exotiques envahissantes sont l'un des principaux facteurs de perte de biodiversité
- D'ici 2050, les agriculteurs devront produire plus du double d'aujourd'hui pour satisfaire une population plus riche et en forte croissance qui vit de plus en plus en milieu urbain (source??).

La santé des végétaux au coeur du One Health

L'amélioration des connaissances sur le rôle crucial de la santé des végétaux dans le cadre de l'approche Une Seule Santé permet de gérer les risques interconnectés liés à la santé humaine, animale et environnementale.

La santé des végétaux englobe les risques émergents (les organismes nuisibles, les maladies, les mauvaises herbes) et concerne la prévention et la lutte contre les menaces qui affectent les plantes. Celle-ci est étroitement liée à la santé humaine, animale et environnementale et constitue de ce fait, un élément crucial dans l'approche «Une Seule Santé». Cette approche permet de mettre en évidence les conséquences négatives que peuvent avoir la mauvaise santé des végétaux sur la santé globale, en augmentant par exemple le risque de maladies zoonotiques ou en réduisant la disponibilité de nourriture de qualité.

D'où l'importance d'accroître la sensibilisation et le partage des connaissances sur le rôle crucial de la santé des végétaux dans le cadre du *One Health*.

Lors de la 29^{ème} session du Comité de l'agriculture de la FAO à Rome le 4 octobre 2024, les participants ont appelé à intégrer davantage les questions phytosanitaires dans ladite approche, en soulignant les effets de la santé des végétaux sur la production agricole, la sécurité alimentaire, la croissance économique et le développement



durable à tous les niveaux. A cet effet, des initiatives comme le Programme Phytosanitaire Africain (PPA), ont été mises en place pour aider les pays à détecter et contrer plus efficacement les apparitions d'organismes nuisibles. C'est aussi le cas de la solution ePhyto de la Convention Internationale pour la Protection des Végétaux (CIPV) qui permet de garantir l'importation et l'exportation de végétaux, de semences ou de produits agricoles sans intrusion d'organismes nuisibles.

Selon les experts, la santé des végétaux occupe une place prépondérante dans l'approche *Une Seule Santé*. Elle améliore la productivité et la résilience agricoles, préserve les sources de nourriture, les économies et les écosystèmes.





JISV 2025, un menu coloré au One Health

La célébration de la 4ème édition de la Journée internationale de la Santé des Végétaux (JISV) au Cameroun a donné lieu à de nombreuses activités de réflexion et de sensibilisation des parties prenantes.

Le Cameroun, tout comme plusieurs pays de l'Afrique centrale et de l'Ouest, fait face à la propagation de la Mpox. Les statistiques de la Direction de la Lutte contre la Maladie, les Epidémies et les Pandémies (DLMEP) du Ministère de la Santé Publique indiquent que depuis le début de l'année 2025, le Cameroun a enregistré 43 cas suspects de Mpox chez l'homme. Ces chiffres sont en baisse comparativement aux années antérieures au cours desquelles le pays a enregistré respectivement en 2022, 2023 et 2024, 115, 113 et 149 cas suspects dont 0. Dédiée à la santé des végétaux, la journée internationale se célèbre le 12 mai de chaque année.

Elle vise d'une part à sensibiliser la communauté internationale sur l'importance cruciale de la santé des végétaux dans la lutte contre la faim, la pauvreté et la préservation de la biodiversité. Il est aussi question d'encourager les interventions destinées à promouvoir et à mettre en œuvre des activités en faveur de la préservation et du maintien des ressources végétales mondiales, et de susciter une prise de conscience des ménages, des agriculteurs, des éleveurs sur l'importance que revêt la protection des végétaux face aux préoccupations mondiales.

Sous le thème : « L'importance de la santé des végétaux dans l'approche *Une seule santé* » cette commémoration a permis de renforcer les capacités des acteurs du secteur agricole sur les bonnes pratiques et l'impact de la qualité des plantes sur la santé animale et humaine. Il

s'est aussi agi de partager les stratégies de mise en œuvre des politiques intégrées *One Health* afin d'améliorer la sécurité alimentaire et préserver durablement les écosystèmes végétaux.

L'occasion a permis au Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER), Gabriel Mbairobe, d'attirer l'attention sur plusieurs menaces pesant sur les végétaux notamment les ravageurs émergents, comme la chenille légionnaire d'automne qui s'attaque aux cultures de base tels que le blé, le riz et le sorgho. Il a aussi mis un accent sur les effets du changement climatique sur les rendements en insistant sur l'exemple des criquets pèlerins capables de dévorer la nourriture de 35 000 personnes en une journée. En présidant la cérémonie officielle de célébration de la JISV, le MINADER a rappelé que le concept *One Health* a émergé précisément pour répondre conjointement à toutes ces questions et trouver des solutions qui concernent à la fois la santé et l'environnement.

Plusieurs activités ont été organisées dans le cadre de la célébration de la JISV 2025 notamment la conférence de presse de lancement et la conférence-débat sur le thème de la journée. Dans les échanges, les experts multisectoriels ont souligné la place centrale des plantes dans l'équilibre des écosystèmes et les enjeux sanitaires globaux liés à leur protection en insistant sur l'importance de cette journée pour sensibiliser le public aux menaces qui pèsent sur le règne végétal et à leurs répercussions.

Ces rencontres ont permis de rappeler que les végétaux sains sont garants d'une alimentation riche en nutriments et d'un environnement équilibré, de mettre en avant les bonnes pratiques agricoles comme socle de la sécurité alimentaire nationale tout en illustrant l'impact de la qualité des plantes sur la santé animale et humaine. Le moment était aussi indiqué pour plaider pour une meilleure synergie d'action sectorielle car la préservation des écosystèmes végétaux est indispensable pour prévenir les pandémies futures. Cette célébration a été bouclée par une foire-exposition de produits agricoles et de semences, témoignant du dynamisme des acteurs locaux.





« Nous investissons et encourageons l'innovation pour la mise au point de solutions phytosanitaires toujours plus efficaces, sélectives et respectueuses de l'environnement »



Dans le cadre de la célébration de la Journée Internationale de la Santé des Végétaux, le Bulletin Une Seule Santé a donné la parole à Christophe SONNA. Le Secrétaire Exécutif de CropLife Cameroun revient sur l'implication de cette organisation professionnelle dans la promotion d'une agriculture durable et productive.

1. Quelle est la mission fondamentale de CropLife Cameroun ?

Notre rôle principal est de protéger les cultures des maladies, des ravageurs et des mauvaises herbes qui menacent la sécurité alimentaire du pays. Pour y parvenir, notre organisation s'est donnée pour mission essentielle de promouvoir une agriculture camerounaise durable et productive. Nous y parvenons grâce à l'application responsable et éclairée des technologies phytosanitaires. Nos missions s'étendent également à la promotion active de l'utilisation sûre et efficace des produits phytosanitaires, à la formation continue des utilisateurs aux bonnes pratiques agricoles, et à la défense des intérêts légitimes de l'industrie phytosanitaire. Tout ceci est mené avec un engage-

ment ferme pour la préservation de l'environnement et la protection de la santé publique.

2. Quelles mesures préconisez-vous pour garantir la santé des végétaux au quotidien ?

Nous investissons et encourageons l'innovation pour la mise au point de solutions phytosanitaires toujours plus efficaces, sélectives et respectueuses de l'environnement. Le renforcement

des capacités des agriculteurs sur les bonnes pratiques agricoles permet de mettre l'accent sur l'utilisation correcte et responsable des produits phytosanitaires. Ces formations couvrent les thématiques en lien avec le dosage précis, le moment d'application optimal des produits et la rotation des cultures pour prévenir le développement des résistances. La promotion de la lutte intégrée s'opère à travers l'adoption de stratégies qui combinent harmonieusement des méthodes biologiques, culturales et chimiques pour une gestion durable et efficace des bio-agresseurs. L'autre activité majeure est la synergie d'action avec les services phytosanitaires dans le cadre de la surveillance permanente des maladies et ravageurs pour assurer le diagnostic précoce des problèmes émergents, permettant une intervention rapide. Nous accordons également un point d'honneur à l'assurance qualité des phytosanitaires afin de nous rassurer que les produits commercialisés par nos membres respectent scrupuleusement les normes de qualité et de sécurité en vigueur. La Lutte active contre la fraude et les pesticides illégaux amène notre organisation à travailler aux côtés du MINADER dans le cadre des descentes sur le



terrain et des capacitations du personnel clé en charge du contrôle phytosanitaire (inspecteurs, agents des douanes, forces de l'ordre, personnel du Ministère du Commerce) afin de les outiller au démantèlement des réseaux de produits contre-faits ou illégaux. L'action de CropLife porte aussi sur la promotion des bio-pesticides et bio-technologies.

3. Qu'est-ce que CropLife Cameroun fait concrètement pour la préservation de l'environnement, de la santé humaine et animale ?

Nous mettons en œuvre plusieurs mesures qui englobent l'adhésion au Code de conduite international de la FAO sur la gestion des pesticides.

Ce code établit des normes rigoureuses pour une gestion responsable des produits phytosanitaires tout au long de leur cycle de vie. Nous formons systématiquement les agriculteurs à l'utilisation correcte des équipements de protection individuelle (EPI) et aux pratiques de stockage sécurisé, ainsi qu'à l'élimination appropriée des emballages vides. Notre démarche intègre aussi la promotion des technologies de pulvérisation avancées et précises qui réduisent considérablement le ruissellement et la dérive, minimisant ainsi l'exposition non ciblée. CropLife sensibilise également le public sur l'importance cruciale de lire attentivement les étiquettes des produits et de respecter scrupuleusement les délais avant récolte (DAR) afin de garantir la sécurité des aliments. La gestion des risques potentiels liés à l'utilisation des produits phytosanitaires sur l'environnement (eau, sol, biodiversité), la santé des travailleurs agricoles et des consommateurs n'est pas en reste.

4. Votre organisation intègre-t-elle l'approche Une Seule Santé dans ses opérations ?

Absolument ! La santé végétale, humaine, animale et de l'environnement étant intrinsèquement

interconnectées et indissociables, nos actions sont spécifiquement conçues pour réduire les risques sur la santé humaine, en assurant la production d'aliments sains, nutritifs et exempts de dangers dans le respect strict des bonnes pratiques agricoles. Nous protégeons la santé animale, en gérant efficacement les maladies végétales qui pourraient avoir un impact indirect sur le bétail. Nous veillons aussi à la préservation de l'écosystème pour maintenir la qualité des ressources naturelles fondamentales comme l'eau et le sol. En adoptant cette approche holistique et intégrée, CropLife Cameroun s'est résolument engagé à bâtir un avenir où l'agriculture camerounaise sera non seulement productive et prospère, mais aussi, sûre, résiliente et durable pour tous les êtres vivants et l'environnement.

5. Quelles activités spécifiques avez-vous mené à l'occasion de la Journée Internationale de la Santé des Végétaux du 12 mai dernier?

Pour marquer la Journée Internationale de la Santé des Végétaux, CropLife Cameroun a sensibilisé le public et les médias sur l'importance de la santé des cultures, organisé des ateliers de formation pratiques des agriculteurs. Ces ateliers ont couvert des sujets essentiels, notamment les bonnes pratiques d'utilisation des produits phytosanitaires,

l'identification précoce des maladies et ravageurs, et les stratégies de lutte intégrée. Les journées portes ouvertes ont permis au public d'échanger directement avec les experts sur les défis et les solutions liés à la protection des végétaux, l'établissement des partenariats stratégiques avec des acteurs institutionnels majeurs tels que le MINADER, les Instituts de recherche.

Les recherches scientifiques alignées au concept *Une Seule Santé*

Rendue à sa 5^{ème} édition, la fête de la science qui s'est tenue dans la commune de Ma'an au Cameroun a été un grand moment d'échanges et de partage des actions de vulgarisation des recherches scientifiques autour des problématiques du One Health.



Ce rendez-vous scientifique organisé du 30 mai au 1er juin 2025 dans la région du Sud, s'est tenu sous le thème « *One Health* : gérer durablement les écosystèmes forestiers au service de la santé globale ». Les échanges partagés au cours de cet évènement ont mis en lumière les recherches en lien avec la santé humaine, animale, végétale et environnementale. Outre le Parc National de Campo Ma'an, cette localité a été sélectionnée pour sa longue tradition dans la recherche menée par le Centre de recherche sur les Maladies Émergentes et Réémergentes (CREMER) et l'Institut de la Recherche pour le Développement (IRD), en collaboration avec d'autres institutions françaises telles que le Centre de Coopération Internationale en Recherche

Agronomique pour le Développement (CIRAD) et France Volontaires.

Soutenu par l'IRD, cet évènement a connu la participation de chercheurs venus du Cameroun et d'ailleurs (Congo, Gabon, France), des partenaires techniques et scientifiques, dont le Centre for Research in Infectious Diseases (CRID), le World Wildlife Fund, l'African Wildlife Foundation, et les équipes de la Conservation du Parc National de Campo-Ma'an.

Cette rencontre visait entre autres le partage avec les populations des résultats des projets de recherche menés dans cette localité forestière en lien avec la thématique Une Seule Santé, la sensibilisation des jeunes et des producteurs locaux au



concept *Une Seule Santé* et aux défis du développement durable, la valorisation du patrimoine, de la culture et des traditions de l'arrondissement. Acteur clé de l'approche "*Une seul Santé*" au Cameroun, le Programme Zoonoses a occupé une place de choix dans les échanges qui a présenté les actions concrètes réalisées dans le Sud-Cameroun, notamment des missions d'investigation multistockrielle *One Health* pour la surveillance intégrée de la maladie à virus Marburg, du Mpox, des évaluations conjointes de risques relatives à l'émergence des maladies telles que la COVID-19, la maladie à virus Ebola, la fièvre de Lassa, l'appui en équipement de laboratoire au Parc National de Campo et les

activités de sensibilisation et de communication auprès des populations locales sur le concept *One Health*, et les zoonoses prioritaires.

Cette rencontre scientifique a également été marquée par le lancement du réseau des Alumni de l'IRD en Afrique centrale.

La 5e édition de la fête de la science à Ma'an aura non seulement renforcé les liens entre la science et la société, mais aussi mis en lumière l'importance stratégique d'une approche intégrée *One Health* dans la préservation de la santé globale. La célébration s'est achevée par une excursion au barrage Memve'ele à Nyabizan



L'approche Une Seule Santé, levier de financement durable de la santé

Face à la complexité croissante des crises sanitaires mondiales, la question du financement de la santé n'a jamais été aussi cruciale. Mais au-delà des budgets traditionnels, l'approche Une Seule Santé apparaît comme une voie prometteuse pour optimiser l'allocation des ressources et garantir une sécurité sanitaire durable.

Traditionnellement, le financement de la santé s'est souvent articulé autour de silos traduits par une budgétisation de chaque pan de la santé globale. Or, la science le confirme chaque jour, la santé des humains, des animaux et de notre écosystème est intrinsèquement liée. C'est là qu'intervient l'approche *Une Seule Santé*. Elle plaide pour une collaboration intersectorielle et transdisciplinaire dans la gestion des risques sanitaires. Mais comment traduire cette philosophie en termes de financement ?

Briser les Silos Budgétaires pour une Efficacité Accrue

Le défi majeur réside dans la capacité à décloisonner les budgets. Financer *Une Seule Santé* signifie allouer des ressources de manière coordonnée, en reconnaissant que des investissements dans un secteur peuvent générer des bénéfices substantiels dans d'autres. A titre d'exemple, investir dans la santé animale n'est pas seulement bénéfique pour l'élevage, c'est une ligne de défense contre les zoonoses qui pourraient menacer la santé humaine et engendrer des coûts de traitement bien plus élevés. Pareil pour le financement de la protection des écosystèmes et la gestion des déchets qui permettrait de réduire l'exposition aux agents pathogènes et aux polluants, prévenant ainsi des maladies humaines et animales. Quid du développement des systèmes d'information intégrés comme le COHIS (Cameroon *One Health* Information System) qui permettent de partager des données entre les acteurs du *One Health*. Ces plateformes, bien que demandant un financement initial, offrent une vue d'ensemble pour une détection précoce et une riposte rapide et concourent à éviter des épidémies coûteuses.

Vers un Financement Préventif et Durable. L'approche Une Seule Santé déplace le paradigme du financement d'une logique curative, souvent coûteuse et réactive, vers une logique préventive et



proactive.

Un dollar investi dans la prévention via cette approche permet de minimiser les pertes économiques dues aux épidémies. Cela implique entre autres la création des fonds ou des lignes budgétaires dédiées aux initiatives *Une Seule Santé*, l'intégration des objectifs *One health* dans les plans de développement nationaux et les stratégies de santé, le renforcement du partenariat public-privé notamment dans la recherche et le développement de nouveaux vaccins ou diagnostics, et dans des pratiques agricoles et industrielles plus durables ainsi que l'appui technique et financier des partenaires internationaux. Le financement de la santé sous l'angle «Une Seule Santé» se présente donc comme un investissement stratégique pour un avenir plus sûr et plus sain.



Pister les variants, un nouveau cadre intégré bientôt disponible

La stratégie nationale de surveillance génomique des agents pathogènes à potentiel épidémique et pandémique du Cameroun a été révisé afin d'y intégrer les aspects Une Seule Santé.

L'élaboration de ce document s'est appuyée sur la Stratégie génomique du Centres for Disease Control and prevention (CDC) Afrique, cadre de référence essentiel pour les États membres de l'Union Africaine. La première version a été développée autour des leçons apprises au cours de la gestion de la pandémie à Covid-19, avec pour ambition de capitaliser sur les ressources acquises pendant cette dernière. L'intérêt de ce nouvel outil réside dans le fait qu'il s'ouvre à d'autres urgences de santé publique.

Six domaines clés constituent l'essentiel de cette stratégie. Il s'agit notamment de la coordination, l'optimisation des ressources, la gestion des données, le contrôle qualité, la valorisation et la dissémination des données de séquençage, le financement et le suivi – évaluation.

La révision de ce document est une étape importante dans le renforcement du système de santé camerounais en ce sens que la surveillance génomique des agents pathogènes permet de savoir les virus évoluent, où ils se propagent et

quelles sont les méthodes les plus efficaces pour les combattre. En procédant à une analyse minutieuse et à l'actualisation de sa stratégie nationale de surveillance génomique, le Cameroun renforce non seulement sa capacité à détecter et à répondre rapidement aux maladies, mais affirme aussi son leadership dans l'approche Une Seule Santé pour la sécurité sanitaire mondiale. La surveillance génomique agit comme un véritable système d'alerte précoce.

Cet instrument stratégique constitue donc une feuille de route essentielle pour protéger durablement la santé des populations humaines, animales, végétales et environnementales. Le Cameroun s'engage ainsi à consolider ses acquis et à élargir leur application bien au-delà du SARS-CoV-2.





Dr Rhoda N. Bughe, Enseignante et Responsable de l'Unité Sécurité des Aliments et des Médicaments du Laboratoire de Biotechnologies pour la Recherche en Santé Publique, Université de Yaoundé I

« Là où les risques sont plus élevés, la sécurité sanitaire des aliments devient nécessaire »

Le 7 juin 2025, le Cameroun s'est joint au reste du monde pour commémorer la Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments, sous le thème : «Sécurité sanitaire des aliments : la science en action».

Quelle était la portée de ce thème pour le Cameroun et qu'est-ce qui a été fait au niveau national pour marquer cette journée ?

Ce thème était particulièrement pertinent, car le Cameroun connaît une croissance démographique, un secteur agricole en expansion et des défis en matière de santé publique. La sécurité sanitaire des aliments, soutenue par la science, est essentielle pour protéger la santé, stimuler l'économie et favoriser un développement durable. C'est d'autant plus nécessaire que le manque d'hygiène dans les marchés, la consommation de la nourriture de la rue et la mauvaise manipulation des aliments accroissent les risques.

Ainsi, la recherche scientifique et la surveillance sont déterminantes pour détecter et contrôler les

agents pathogènes présents dans les aliments et l'eau.

Au niveau national, le Programme de lutte contre les zoonoses a mené une campagne de sensibilisation sur les « cinq clés pour des aliments plus sûrs » dans certains marchés du département du Mfoundi, dans la région du Centre.

Quel rôle joue la science dans le renforcement des mesures de sécurité des aliments consommés par les Camerounais ?

La science est centrale à plusieurs égards. Premièrement, elle permet de détecter les contaminants alimentaires.

Des études menées dans les marchés de Yaoundé et Douala ont révélé des contaminations dans la viande, le poisson et les légumes, ce qui a conduit à formuler des recommandations d'hygiène ciblées. Deuxièmement, elle permet de suivre les risques liés aux zoonoses et à la résistance aux antimicrobiens. Des institutions telles que le LANAVET, le Centre Pasteur et les universités



assurent ce suivi et transmettent leurs résultats aux ministères en charge de la Santé publique et de l'Élevage. Ces données, toutes basées sur des études scientifiques issues des universités et laboratoires, servent à élaborer des directives et politiques réglementaires en matière de sécurité sanitaire des aliments, qu'il s'agisse du fumage du poisson, de la pasteurisation du lait ou de l'utilisation des pesticides.

La science contribue également à améliorer les pratiques de manipulation des aliments. Par exemple, des recherches sur les vendeurs de nourriture de rue dans plusieurs villes ont permis de concevoir des programmes de formation en hygiène et manipulation des aliments. Dans le même ordre d'idées, pour améliorer les pratiques agricoles et d'élevage, des formations sont dispensées aux agriculteurs, afin de réduire l'usage abusif des antibiotiques et améliorer la qualité des aliments des animaux.

Enfin, en formant la nouvelle génération de professionnels de la sécurité sanitaire des aliments (vétérinaires, microbiologistes, technologues alimentaires, nutritionnistes) dans les universités de Dschang, Buea, Yaoundé et Ngaoundéré, la science contribue à prévenir la présence de résidus dangereux dans la viande ou les œufs, avant qu'ils n'atteignent le consommateur.

Selon la FAO, les bactéries, les produits chimiques et les parasites sont à l'origine d'au moins 200 maladies. Quelles mesures ont été mises en place pour protéger les Camerounais ?

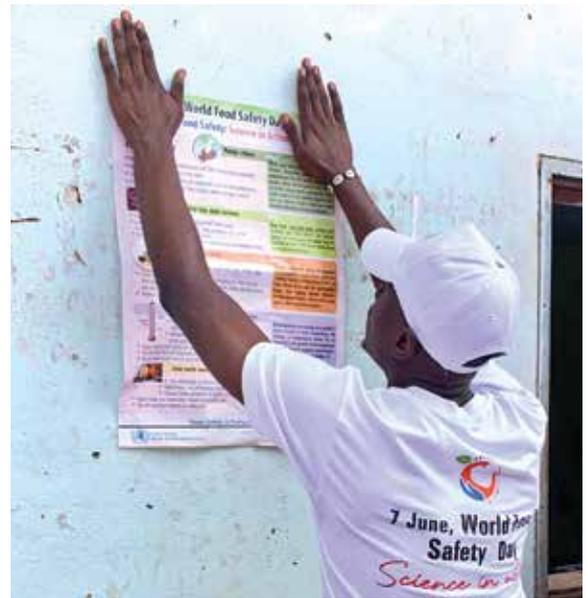
Pour préserver la santé des consommateurs, nous commençons par l'inspection et les analyses en laboratoire. Cela permet de détecter précocement les organismes ou substances chimiques nocifs dans les aliments et l'eau, et de déclencher une réponse rapide.

Par ailleurs, les ministères en charge de la Santé publique, de l'Élevage, de l'Agriculture et de l'Envi-

ronnement, aux côtés de l'OMS et de la FAO, surveillent activement les risques liés aux zoonoses et à la résistance aux antimicrobiens dans le cadre de l'approche Une seule santé. De plus, les ministères et les ONG mènent des campagnes de sensibilisation pour réduire les risques de contamination en améliorant les pratiques d'hygiène dans les fermes, les abattoirs, les moyens de transport, les marchés et les ménages. Les autorités municipales et les inspecteurs sanitaires réglementent et contrôlent les points de vente pour éviter toute contamination au moment de la distribution. En ce qui concerne la politique nationale de sécurité sanitaire des aliments et les partenariats internationaux, le Cameroun collabore étroitement avec la FAO, l'OMS, le Codex Alimentarius et d'autres instances pour mettre en place des cadres juridiques et adopter des politiques visant à garantir l'application durable des mesures de sécurité sanitaire. Enfin, des programmes nationaux d'eau et d'assainissement sont déployés pour lutter contre les parasites et bactéries véhiculés par l'eau contaminée et qui compromettent la sécurité sanitaire des aliments.

Au vu de la situation, la sécurité sanitaire des aliments n'est-elle pas un objectif trop idéaliste dans notre contexte ?

Dans de nombreuses régions du monde, et en particulier dans les pays à revenus faibles ou intermédiaires comme le Cameroun, la sécurité sanitaire des aliments peut sembler idéaliste, voire irréaliste, face aux défis quotidiens. Il s'agit notamment des infrastructures limitées en eau potable, chaîne du froid et laboratoires, des marchés informels non réglementés, de la faible sensibilisation à l'hygiène, de l'application insuffisante des lois, et de la pauvreté qui pousse certains à consommer ce qu'ils trouvent. Mais cela ne la rend ni impossible ni vaine. Bien au contraire, là où les risques sont plus élevés, la sécurité sanitaire des aliments devient encore plus nécessaire.







Cinq clefs pour des aliments plus sûrs



Prenez l'habitude de la propreté

- ✓ Lavez-vous les mains avant de toucher des aliments et relavez-les souvent pendant que vous faites la cuisine
- ✓ Lavez-vous les mains après être allé aux toilettes
- ✓ Lavez et désinfectez toutes les surfaces et le matériel en contact avec les aliments
- ✓ Tenez les insectes, les rongeurs et les autres animaux à l'écart des aliments et de la cuisine

Pourquoi ?

La plupart des micro-organismes ne provoquent pas des maladies mais beaucoup de micro-organismes dangereux sont présents dans le sol et dans l'eau, ainsi que chez les animaux et les êtres humains. Ces micro-organismes dangereux sont véhiculés par les mains, les torchons et les ustensiles, et en particulier les planches à découper. Le plus léger contact suffit pour qu'ils passent dans les aliments et provoquent des maladies d'origine alimentaire.



Séparez les aliments crus des aliments cuits

- ✓ Séparez la viande, la volaille et le poisson crus des autres aliments
- ✓ Ne réutilisez pas pour d'autres aliments le matériel et les ustensiles tels que les couteaux et les planches à découper que vous venez d'utiliser pour des aliments crus
- ✓ Conservez les aliments dans des récipients fermés pour éviter tout contact entre les aliments crus et les aliments prêts à consommer

Pourquoi ?

la volaille et le poisson, et leurs sucs, peuvent contenir des micro-organismes dangereux susceptibles de contaminer d'autres aliments au cours de la préparation ou de la conservation.



Faites bien cuire les aliments

- ✓ Faites bien cuire les aliments, en particulier la viande, la volaille, les œufs et le poisson
- ✓ Portez les mets tels que les soupes et les ragoûts à ébullition pour vous assurer qu'ils ont atteint 70°C. Pour la viande et la volaille, vérifiez que la chair n'est plus rose ou, mieux encore, utilisez un thermomètre
- ✓ Faites bien réchauffer les aliments déjà cuits

Pourquoi ?

Une cuisson à cœur élimine la plupart des micro-organismes dangereux. Des études ont montré que des aliments cuits à 70°C peuvent être consommés sans danger. Certains aliments comme les viandes hachées, les rôtis roulés, les grandes pièces de viande et les volailles entières exigent une attention particulière.



Maintenez les aliments à bonne température

- Attention danger!
- 60°C
- 5°C
- ✓ Ne laissez pas des aliments cuits plus de deux heures à température ambiante
- ✓ Réfrigérez rapidement tous les aliments cuits et les denrées périssables (de préférence à moins de 5°C)
- ✓ Maintenez les aliments cuits très chauds (à plus de 60°C) jusqu'au moment de les servir
- ✓ Ne conservez pas des aliments trop longtemps même dans le réfrigérateur
- ✓ Ne décongelez pas les aliments surgelés à température ambiante

Pourquoi ?

A température ambiante, les micro-organismes se multiplient très rapidement dans les aliments. A moins de 5°C ou à plus de 60°C, la croissance des micro-organismes est ralentie ou interrompue. Certains micro-organismes dangereux continuent de se multiplier à moins de 5°C



Utilisez de l'eau et des produits sûrs

- ✓ Utilisez de l'eau saine ou traitez-la de façon à écarter tout risque de contamination
- ✓ Choisissez des aliments frais et sains
- ✓ Préférez des aliments traités de telle façon qu'ils ne présentent plus de risque comme, par exemple, le lait pasteurisé
- ✓ Lavez les fruits et les légumes, surtout si vous les consommez crus
- ✓ N'utilisez pas d'aliments ayant dépassé la date de péremption

Pourquoi ?

Les produits bruts, de même que l'eau et la glace, peuvent contenir des micro-organismes dangereux et des produits chimiques. Des substances chimiques toxiques peuvent se développer dans les aliments avariés ou moisis. Les produits bruts présentent d'autant moins de risques qu'ils ont été soigneusement choisis, ou simplement lavés et pelés.

La sécurité sanitaire des aliments, l'affaire de tous





Femme et One Health : des réalisations dans un cercle de défis

Du marché au laboratoire, les femmes camerounaises sont en première ligne pour préserver la santé humaine, animale et environnementale.

Depuis plusieurs années, des réseaux et associations féminins font progresser le One Health dans les communautés. Dans différents milieux, elles tissent des liens entre santé publique, protection animale et préservation des écosystèmes. Entre action de sensibilisation sur le terrain, engagement communautaire, renforcement des capacités des acteurs, digitalisation de la santé et les plaidoyers en direction des autorités, elles ne laissent en marge aucun aspect de l'approche *Une Seule Santé*. Le leadership féminin dans le *One Health* est représenté dans les hautes instances de décisions et de pilotage des stratégies nationales y relatives. Que ce soit au Comité d'orientation

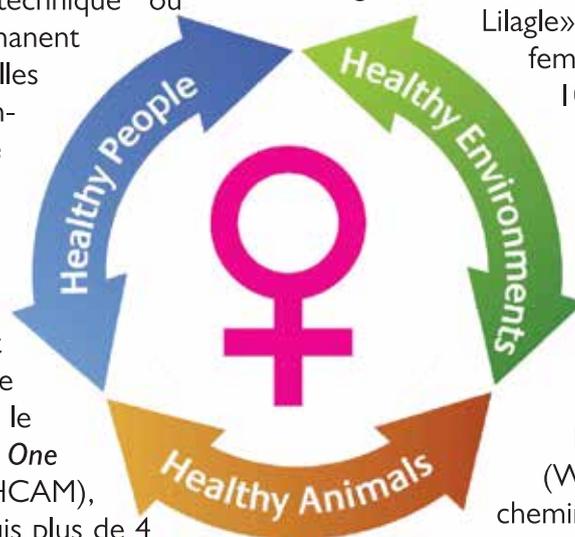
Stratégique, au Comité technique ou encore au Secrétariat Permanent Programme Zoonose, elles marquent de leurs empreintes leur présence au sein de ces instances, à travers l'élaboration et la mise en œuvre des politiques *One Health*.

Marie Hélène Ebieline est une figure de proue dans le *One Health* et préside le Réseau des Organisations *One Health* Cameroun (ROOHCAM), qui est à pied d'œuvre depuis plus de 4 ans. Sous son leadership, le Réseau a mené avec l'appui de la GIZ-PPOH, un projet de contrôle qualité des denrées alimentaires sur les marchés. «La majorité des présidentes de marchés étant des femmes, l'initiative a été bien accueillie et a entraîné des changements de comportement durables. Quand les femmes s'impliquent, la dynamique communautaire change », souligne Marie Hélène. A l'instar du ROOHCAM, plusieurs autres initiatives similaires s'inscrivent dans cette dynamique. C'est le cas du Women in Global Health Cameroun (WGH), fondée par le Professeur Rose Leke, paludologue renommée et lauréate du Virchow Prize 2023. Cette dernière qui milite pour un lead-

ership féminin affirmé dans la santé, s'active au quotidien dans l'éducation des jeunes filles, la promotion de l'entrepreneuriat féminin et l'octroi des bourses de recherche. « Nous avons offert des formations ciblées aux femmes professionnelles et aux étudiantes dans les domaines de la santé publique, vétérinaire et environnementale, afin de créer une relève féminine multidisciplinaire. », précise Dr Nicole Fouda Mbarga, présidente de WGH. Cameroon Gender and Environment Watch (CAMGEW), dirigé par Ernestine Leikeki Sevidzem, apporte une contribution significative dans le registre de la préservation de l'environnement et de la lutte contre les violences basées sur le genre. A son actif, l'on note plus de 86 000 arbres déjà plantés, 800 femmes victimes de violences soutenues et plusieurs activités économiques durables mises en place dans la région du Nord-ouest. De son côté, l'initiative «

Lilagle» a permis à de nombreuses femmes d'obtenir et de sécuriser 100 hectares de terrain dans 18 villages. Dans l'optique de promouvoir la sécurité alimentaire, cette organisation a également planté 60.000 arbres fruitiers.

Plus récemment, des associations comme Women in *One Health* and Sustainable Development Initiative (WOHSDI) se frayent leur chemin dans la promotion de cette approche intégrée. Bien que présentes dans les différentes sphères, les femmes exerçant dans le *One Health* rencontrent encore de nombreux défis. Selon l'ONU, elles occupent moins de 30 % des postes de direction dans les structures liées à la santé globale. A ceci, s'ajoute le faible accès aux financements pour les projets menés. «Le *One Health* sans les femmes est une équation incomplète. Il est urgent d'institutionnaliser la parité dans les instances de gouvernance *One Health* et de financer spécifiquement des projets portés par des femmes ou intégrant l'égalité de genre», suggère Nicole Fouda Mbarga.





Mis en oeuvre par
giz Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ)

Des données à l'action: COHIS renforce la coopération intersectorielle

Au premier semestre 2025, la mise en œuvre du Cameroun *One Health* Information System (COHIS) a franchi une étape décisive vers une collaboration intersectorielle renforcée. L'accent a été mis sur le développement des premiers cas d'usage concrets à travers des tableaux de bord interactifs, élaborés par les points focaux des secteurs santé humaine, animale, végétale et environnementale. Ces outils permettent de visualiser en temps réel l'évolution des zoonoses, des cas de rage animale, la gestion des déchets toxiques, le monitoring des résidus de pesticides dans les denrées alimentaires d'origine végétale, le suivi des maladies aux points d'entrée, ou encore les liens entre climat et maladies respiratoires.

En parallèle, un cadre de gouvernance des données et de sécurité de l'information a été élaboré sur la base d'un audit mené par l'Agence Nationale des Technologies de l'Information et de la Communication. Celui-ci vise à garantir un usage responsable, sécurisé et conforme des données échangées dans le COHIS. Les premiers tests d'intelligence artificielle sont en cours pour anticiper les risques épidémiques grâce à des modèles d'alerte précoce intégrant données humaines, animales et environnementales. COHIS démontre ainsi son potentiel à catalyser la coordination entre secteurs au service d'une meilleure prévention et réponse aux menaces sanitaires.

Note d'Information :

Bulletin saisonnier de prévisions des paramètres climatiques des mois de septembre, octobre et novembre 2025 pour les cinq zones agro-écologiques (10 régions) du Cameroun

Le Cameroun est de plus en plus vulnérable aux effets néfastes du changement climatique qui impactent les différents secteurs de son développement socio-économique. C'est dans l'optique de remédier à cela que l'**Observatoire National sur les Changements Climatique (ONACC)** a élaboré la **32^{ème} édition** de son bulletin saisonnier de prévision climatique pour les mois de **septembre, octobre et novembre 2025 pour les cinq zones Agroécologiques (les 10 régions)**.

Au vu du contexte climatique global et de l'analyse de la dynamique spatio-temporelle du climat réalisée par l'ONACC, la période comprise entre **septembre et novembre 2025** sera marquée par :

- une **continuité** de la saison des pluies dans la **zone Soudano-Sahélienne** (Régions de l'Extrême-Nord et du Nord) ;
- une **effectivité de la grande saison des pluies** dans la **zone forestière à pluviométrie bimodale** (Régions du Centre, de l'Est et du Sud) ;
- des **quantités de précipitations globalement supérieures** à la moyennes au mois de **septembre** sur l'étendue du territoire national ;
- des **quantités de précipitations supérieures** à la moyenne au mois d'**octobre** dans le Grand sud, à l'**exception de la région du Nord-Ouest**, qui pourra enregistrer des quantités de précipitations inférieures à la moyenne habituelle ;
- des quantités de précipitations autour de la moyenne au mois d'**octobre**, dans le grand nord (regions de l'Extrême-Nord, du Nord et de l'Adamaoua), à l'exception des localités de **Tignère**, de **Ngaoundéré** et **Mbe** ou elles seront inférieures à la moyenne habituelle;
- quelques pluies au mois de **novembre** dans le grand sud (regions de l'Ouest, Centre, de l'Est, du Sud, du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et du Littoral), malgré le démarrage progressif de la saison sèche ;
- des **situations de froid** (en **journée** et dans la **nuit**) sur l'**étendue du territoire national**, suite à une **diminution des températures**.

Risques et impacts probables dans les secteurs d'intérêt

a) Agriculture

Un risque d'enregistrer:

- des cas de **destruction des plantations (Mais, haricot, Soja, Sorgho, Mil, palmeraies, cacaoyères, bananeraies, papayers, etc.)**, suite aux vents violents qui pourraient accompagner les pluies annoncées dans les régions de l'Ouest, de l'Adamaoua, Centre, de l'Est, du Sud, du Nord, de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et du Littoral;
- un **accroissement des mauvaises herbes et des cas de maladies fongiques** dus au retour des pluies dans les régions du Centre, de l'Est, du Sud et de l'Extrême-Nord;
- des cas d'**attaques des cultures par les ravageurs** (chenilles, Oiseaux granivores, etc.) ;

- des cas d'**engorgement des cultures** dans certaines localités des régions du Littoral, l'Extrême-Nord, du Nord, du Sud-Ouest, du Nord-Ouest, de l'Ouest, de l'Est, du Sud et de l'Adamaoua, suite à la saturation des sols par les eaux de pluies.

b) Dans le secteur de la santé :

Un risque élevé d'enregistrer:

- de **nombreux cas de paludisme**, suite à la **multiplication des gîtes larvaires** autour des habitations ;
- une augmentation des cas de **maladies respiratoires** (rhume, grippe, etc.) chez les personnes âgées, les enfants et les femmes enceintes suite à la forte humidité et aux vagues de froid ;
- de nombreux cas de **maladies diarrhéiques d'origine hydrique** (levures, amibiase, dysenterie, choléra, etc.), suite à la mauvaise qualité de l'eau.

c) Dans le secteur de l'élevage :

Un risque élevé d'enregistrer :

- des cas de **dermatites (piétin) chez les le bétail**, suite à la forte humidité des sols ;
- des cas de **d'épizooties à germes** préférant de bonnes conditions humides dans certaines localités du grand Sud ;
- une **prolifération des maladies aviaires** telles que la grippe dans les zones d'élevage ;
- des **infections gastrique et intestinale** chez la volaille et le bétail.

d) Pour le secteur de l'eau et de l'énergie :

Un risque élevé d'enregistrer :

- des cas de **destruction des infrastructures /équipements de transport et de régulation d'électricité** (poteaux, câbles, transformateurs, etc.) par des fortes pluies accompagnées des **vents violents** ;
- des cas **submersion des infrastructures de retenue** d'eau (mini-barrages et digues) ;
- des cas de **contamination des eaux de consommation par les eaux de ruissellement** polluées et des inondations.

e) Pour le secteur de l'environnement et la biodiversité :

Un risque élevé d'enregistrer :

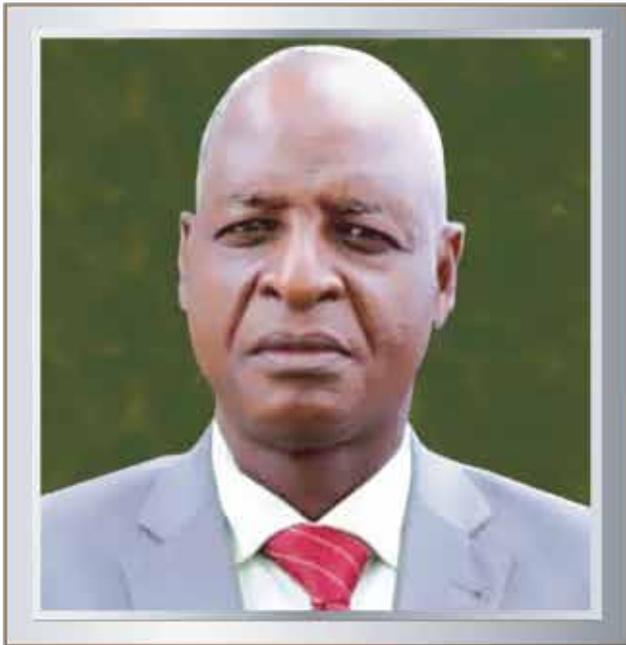
- **des cas d'accidents dus à la chute d'arbres** dans les réserves forestières, les parcs et autres sites touristiques ;
- des cas de **braconnage suite aux fortes pluies qui pourraient limiter la capacité de déploiement des Eco-gardes** dans les réserves et parcs ;
- des cas de **noyade dû à l'élévation du niveau de l'eau** dans de nombreuses localités.

g) Pour le secteur des Travaux Publics

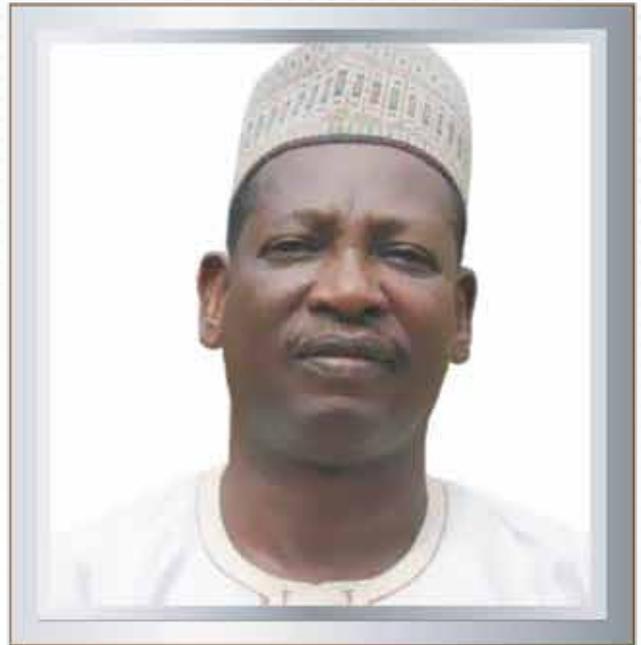
Un risque élevé d'enregistrer:

- des cas de **destruction/dégradation des infrastructures divers** (ponts, toitures, routes, buses, etc.) suite à de fortes précipitations ;
- une **perturbation de l'exécution des travaux infrastructuraux** avec un impact négatif sur les délais de livraison;
- une **occurrence des embâcles dans les drains** en milieux urbains et péri-urbains avec pour conséquence, l'obstruction des canaux d'évacuation.

NB : Le bulletin des prévisions climatiques saisonnières pour les mois de **septembre, octobre et novembre 2025** fournit des informations plus détaillées sur les différentes localités, les risques et les impacts potentiels, ainsi que les recommandations. Vous le trouverez sur notre site web à l'adresse suivante : www.onacc.cm



M. SALI BALLO
Coordonnateur du Comité Technique
du Programme Zoonoses



Dr Garga GONNE
Coordonnateur Adjoint du Comité Technique
du Programme Zoonoses



Dr Conrad NKUO
Secrétaire Permanent
du Programme Zoonoses



Mme Elisabeth DIBONGUE
Secrétaire Permanent Adjoint
du Programme Zoonoses



one
health
DAY NOV
3



Healthy Animals
Healthy Environment
Healthier Communities